

Comprendre la sécurité alimentaire: Un cadre conceptuel pour la programmation

Module 2 :

Pourquoi s'intéresser à la sécurité alimentaire ?

Adapté du document :

Joe Siegle. *Understanding Food Security: A Conceptual Framework for Programming*. World Vision, Inc., Programs Group: Federal Way, WA (USA), 1999. Le document original était développé par World Vision grâce à l'appui financier du Bureau de réponse humanitaire, Division de « Food for Peace » de l'USAID, à travers le don no. FA0-0801-G-00-309.

L'adaptation du document pour le Mali était faite par Projet de Mobilisation des Initiatives en matière de Sécurité Alimentaire au Mali (PROMISAM) de Michigan State University (MSU) et le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA), avec l'appui financier de l'USAID/Mali à travers l'Accord de Coopération no. 3 (Food Security III Cooperative Agreement [CDG-A-00-000021-00]) entre Michigan State University et l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID). Cet accord est géré par le Bureau pour la croissance économique, l'agriculture, et le commerce, Division de l'agriculture et de la sécurité alimentaire de l'USAID, avec un appui supplémentaire du Bureau pour l'Afrique, Division du développement durable. Les opinions exprimées ici sont celles des auteurs et n'engagent pas nécessairement l'USAID.



Les personnes suivantes ont contribué à l'adaptation, la traduction et la mise en page de ce document :
Mme Sanogo Kadiatou Dème, Abdramane Traoré, Niama Nango Dembélé, John Staatz, Mme. Goita Marthe Diallo.

Bamako 2005

Dans ce module nous parlerons des statistiques, de l'importance de la production agricole dans la sécurité alimentaire et du processus de transformation structurale. Dans la partie statistique, la première section sera consacrée à la situation de la sécurité alimentaire au Mali.

1-Statistiques :

La situation au Mali

Le secteur agricole malien a connu une croissance annuelle de 3,9% au cours des 15 dernières années. Malgré cette performance de la production agricole, le nombre de personnes souffrant de la sous-alimentation était estimé à 32% de la population totale durant la période 1996-98 par la FAO. En effet, en 1990-92 le nombre des personnes sous alimentées au Mali n'était que 29 % de la population. En 2002, on constate une diminution du pourcentage des personnes sous alimentées qui passe de 32% à 29% de la population totale soit 3.6 millions. Les disponibilités alimentaires (DEA) qui étaient de 2220 Kcal /jour/personne dans la période 1990-92 diminuent de 20 Kcal, soit 2200 Kcal /jour/personne en 2002. La diversification dans l'alimentation est aussi limitée car la part des aliments autres que les féculents dans les DEA est 28% entre 2000-2002 contre 30% entre 1979-81 (FAO).

Par ailleurs, on note une malnutrition chronique et aiguë des enfants dans la plupart des régions du pays, y compris dans les zones qui dégagent des excédents céréaliers. Les résultats de l'enquête démographique et de santé 1995-96 indiquent que 30% des enfants de 0 à 35 mois présentent une malnutrition chronique, 23% de ces enfants souffrent de malnutrition aiguë tandis que 40% ont un poids insuffisant. Selon la FAO, le taux de mortalité des enfants moins de 5ans est 222 pour mille, et le pourcentage des enfants qui ont un faible poids est de 33% en 2000 contre 31% en 1990. Ces chiffres montrent que le Mali est loin de gagner la bataille contre la faim malgré une forte croissance des productions alimentaires. (Tefft et al, 2000, 2003).

La principale cause de cette sous-alimentation est la pauvreté de la population. Au Mali, les personnes considérées en 1989 comme pauvres et très pauvres constituaient respectivement 72 et 36 % de la population (DNSI, 1993).

Selon d'autres sources (ODHD, 2000), en moyenne un malien sur deux a vécu en dessous du seuil de pauvreté entre 1989 et 1999. Les niveaux de pauvreté les plus élevés, selon cette même source, ont été observés en 1995 avec 73,3% de pauvres. Depuis cette date, le pourcentage de pauvres aurait tendance à baisser avec 71,3% en 1996, 66,5% en 1997, 69% en 1998 et 64% en 1999.

Au Mali, Les pauvres vivent essentiellement en milieu rural. On y dénombre plus de 2/3 des pauvres. En plus de ces pauvres ruraux, la conjoncture économique défavorable limite l'accès à la nourriture pour une autre tranche de la population, surtout en milieu urbain. En effet, les programmes d'ajustement structurel se sont traduits par des pertes d'emploi ou des départs plus ou moins volontaires à la retraite anticipée. Ces personnes connaissent des pertes ou des baisses de revenus qui ne leur permettent plus de faire face aux besoins alimentaires de leur famille.

Les causes de l'insécurité alimentaire sont nombreuses au Mali:

- **Les calamités naturelles : Actions de déprédateurs, inondations, sécheresses ponctuelles ou endémiques...**

Les calamités naturelles conduisent à des pertes importantes de productions alimentaires. Ce qui crée une pénurie généralisée de denrées alimentaires et une perte de revenus au niveau d'un espace donné (pays, sous régions, etc.). Dans la bande sahélienne, les producteurs redoutent surtout la sécheresse et les déprédateurs comme les sautériaux et les criquets. Ces fléaux sont à l'origine au Mali des famines qui sont encore vivaces dans la mémoire collective et qui sont celles de 1913-1914, 1972-1973, et 1983-1984.

- **L'extrême pauvreté :**

La pauvreté évoque à la fois sur le plan économique et humain des conditions de vie précaires. La vie pour les personnes concernées est synonyme de dénuement et de souffrance dans la mesure où elles ne peuvent accéder aux aliments et autres besoins matériels. On constate, ainsi, que le concept de pauvreté englobe celui de la faim. C'est la raison pour laquelle de nombreux spécialistes estiment que la faim ne peut durablement être combattue qu'en luttant contre la pauvreté.

- **Les ruptures des liens de solidarité :**

La société traditionnelle africaine, sous l'emprise des pressions extérieures et de ses propres contradictions internes, connaît des changements. Les familles et les villages se transforment. Les liens sociaux se brisent et la logique économique tend à dominer les rapports sociaux.

Les familles deviennent de plus en plus nucléaires et les différentes générations ne vivent plus sous le même toit. Par conséquent, les actions d'entraide et de solidarité deviennent de moins en moins fréquentes. « L'individualisme » se développe. Les personnes en difficulté reçoivent moins de soutien de la part de leur famille et de la société dans son ensemble.

- **Les maladies :**

Les maladies les plus importantes sont en Afrique le paludisme et le SIDA qui occasionnent des taux importants de mortalité et de morbidité. Ce qui diminue fortement le nombre d'actifs, leur capacité et temps de travail, et par conséquent la production. Au Mali et en Afrique, le paludisme tue plus que le SIDA. Il touche surtout la population infantile, les femmes en âge de procréer, les femmes en grossesse et au travail. Il y a aussi des interactions très importantes entre beaucoup de maladies, par exemple la diarrhée, et la malnutrition. Les infections empêchent le corps de bien utiliser des nutriments consommés, et simultanément l'état de malnutrition rend l'individu beaucoup plus susceptible aux effets néfastes de la maladie. On observe donc des taux de morbidité et de mortalité beaucoup plus élevés

pour certaines maladies dans des populations mal nourries que dans des populations bénéficiant d'une bonne sécurité alimentaire. Ces interactions entre la malnutrition et les maladies rendent parfois la malnutrition « invisible » aux gens car la mortalité et la morbidité observées sont souvent perçues qu'ayant dues uniquement aux effets des maladies et ne pas de la malnutrition (Tefft et al. 2003).

La situation dans le monde

La FAO estime le nombre de personnes sous alimentées dans le monde à 852 millions pour la période 2000-2002, soit 815 millions de personnes dans les pays en développement, 28 millions dans les pays en transition et 9 millions dans le monde industrialisé. Dans les pays en développement le nombre de victimes de la faim chronique n'a diminué que de 9 millions entre 1990-1992, période de référence du sommet mondial de l'alimentation . Durant la deuxième moitié de la décennie, ce nombre a grimpé annuellement de presque 4 millions , annulant aux deux tiers la réduction de 27 millions enregistrées au cours des cinq dernières années.

La bonne nouvelle, c'est que le virage le plus net dans les tendances concerne l'Afrique subsaharienne. Entre 1995-1997 et 2000-2002, le nombre d'habitants sous-alimentés du continent a augmenté de 1 million par an contre une augmentation de la population totale de 5 millions par an,. Le taux de malnutrition sur le continent en 2002 correspond donc à 33 % de la population totale au lieu des 36% affichés de manière à peu près constante de 1990-1992.

Les enfants sont particulièrement vulnérables, avec 30% des enfants au-dessous de cinq ans considérés sous-alimentés, et 42% d'enfants de 24-59 mois sont en retard de croissance (voir le tableau 1).

Tableau 1. Statistiques de base sur la nutrition dans les régions mondiales (en 1998)

Région	% d'enfants avec un bas poids de naissance	Approvisionnement quotidien de calorie par personne comme % des besoins	% d'enfants souffrant de :			
			<u>Poids insuffisant (0-4 ans)</u>		Emaciation (12-23 mois) modérée et grave	Retard de croissance (24-59 mois) modéré et grave
			Modéré et grave	Grave		
Afrique sub-saharienne	16	93	30	10	8	42
Moyen-Orient/ Afrique du Nord	11	124	17	5	7	23
Asie du sud	33	99	51	19	17	52
L'Asie de l'Est et le Pacifique	11	112	20	--	--	--
Amérique latine et les Caraïbes	10	114	10	1	3	18

Source : L'état des enfants du monde 1998, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

2. Projections

Les projections de la situation alimentaire en Afrique sur plusieurs décennies varient. En effet, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) estime que le nombre d'enfants sous-alimentés en Afrique sub-saharienne augmentera de 45%, de 40 millions entre 1997 et 2020 (IFPRI, 1997). Le ministère de l'agriculture des Etats-Unis (l'USDA) estime que 526 million ou 66 % de la population d'Afrique sub-saharienne auront faim en 2007. En attendant, l'organisation mondiale de l'alimentation et d'agriculture (la FAO, 1996) déclare que bien que le nombre et le pourcentage de personnes sous-alimentées dans le monde entier diminueront, plus d'un tiers de la population africaine peut manquer de nourriture adéquate d'ici 2010.

Les projections par leur nature même sont incertaines. Cependant, elles fournissent une base pour examiner les tendances principales affectant l'accessibilité à la nourriture par la population générale. Dans le cas de la sécurité alimentaire en Afrique sub-saharienne, les changements des taux de population du continent, de production de nourriture, de croissance économique, et de stabilité environnementale détermineront finalement les nombres réels de personnes affamées.

En termes de population, alors que le taux de croissance annuel moyen a diminué de 2.8 %, avec plus de 50 % de la population au dessous de 16 ans, le nombre total de personnes que le continent doit nourrir continuera à augmenter, avec les estimations que l'Afrique aura entre

950 millions à 1.1 milliard de personnes par l'année 2025. En fait, aujourd'hui la population en Afrique de 783 millions de personnes est le double de celle de 1970.

La production totale de nourriture en Afrique s'était développée à un taux moyen de 2.5 % par an au cours des années 90. Ceci représente une amélioration significative par rapport au taux de 2 % par an dans les années 1970 et 80s. Cette augmentation est un accomplissement notable reflétant une amélioration de politiques économiques de gouvernement d'une grande partie du continent aussi bien que la stabilité civile dans certains pays. Les fluctuations prononcées dans la production agricole d'année en année, néanmoins, suggèrent que d'autres améliorations puissent être apportées à cet égard.

Économiquement, le PIB par habitant en Afrique sub-saharienne a diminué de 630\$ US au début des années 80 à environ 500\$ US en 1994. Cependant, en 1995, le taux de croissance économique pour l'Afrique sub-saharienne a augmenté de 3.8 % -- la première fois qu'il a excédé le taux de population (la FAO, 1996b). En fait, des taux de croissance de PIB de 5 % ou plus ont été enregistrés dans environ 12 pays africains au sud du Sahara (25 %) en 1995. Cependant, ceci n'indique pas les disparités larges du revenu dans les différents pays.

Liée à la croissance de la population, la pression sur l'environnement a contribué à une dégradation étendue de celui-ci. Ceci, alternativement, a mené à l'écoulement du terrain végétal, à la réduction de la fertilité du sol, et à la désertification accrue dans quelques secteurs. La corrélation entre la pression démographique, l'environnement, et la sécurité alimentaire est démontrée dans des secteurs ruraux où la terre cultivable est en baisse et partagée entre les enfants de génération en génération. Avec chaque subdivision, le nombre de personnes soutenues par unité de terre augmente, menant à l'épuisement de sol et à une faible production de nourriture. Les évaluations suggèrent que 71 millions de pauvres ruraux en l'Afrique (i.e., 51 %) vivant dans les zones de bas potentiel agricole sont menacés par la détérioration environnementale (Overseas Development Council). Cette dynamique est au moins partiellement responsable du rapport de plus en plus accru entre l'insécurité alimentaire et le manque de terre. Cependant, les mesures devraient être prises pour considérer aussi les effets de certaines exploitations commerciales forestières sur l'intégrité environnementale à long terme du continent ; l'ampleur de la dégradation environnementale n'est pas donc liée exclusivement à la croissance et à la pauvreté de la population. En effet, certaines recherches récentes indiquent que le rapport entre la dégradation environnementale et la pauvreté n'est pas linéaire. La valeur et le type de capitaux tenus par les pauvres ruraux, le revenu courant du ménage, l'accessibilité et la convenance des technologies de conservation des ressources naturelles disponibles se combinent pour déterminer des résultats environnementaux (Reardon et Vosti).

Indiscutablement, le facteur qui aura la plus grande influence sur la sécurité alimentaire dans les prochaines décennies sera les niveaux de conflits armés affectant l'Afrique. Ceux-ci auront pour résultat la déviation des ressources des activités augmentant les capacités des ménages à satisfaire leurs besoins alimentaires. Réciproquement, c'était la résolution des longs conflits en Mozambique et en Ethiopie au début des années 90 qui ont sensiblement contribué au progrès relatif dans la situation de la sécurité alimentaire du continent au cours de cette décennie.

Le nombre des urgences alimentaires les dix dernières années a augmenté de 15 par an en 1980 de plus que 30 par an depuis le passage du millénaire dont la plupart sur le continent

africain. En 1994 il y avait 34 organisations humanitaires en Afrique comparées à 17 en 1971 (OFDA). L'augmentation du nombre des désastres a forcé des gouvernements et des organismes internationaux à augmenter la proportion de leurs ressources financières rares allouée aux réponses à ces crises humanitaires par rapport aux ressources allouées aux activités de développement qui s'adressent aux causes fondamentales de la insécurité alimentaire. Aggravant la situation, la recherche prouve que les pays les plus pauvres supportent l'impact d'une façon disproportionnée des urgences, en termes de fréquence et dommages, que des nations plus riches (Kates). Laissés avec peu de ressources pour faire face, les pays pauvres sont tous les plus vulnérables aux urgences, créant un cercle vicieux de la vulnérabilité, de l'impact, et de les mesures humanitaires d'urgence.

Au niveau du ménage, les urgences soulignent la capacité d'une famille à satisfaire ses propres besoins de nourriture. Dans de telles conditions, les ménages développent une série de mécanismes pour faire face, généralement adoptée dans l'ordre suivant : retrait des enfants de l'école, emprunt auprès des parents et voisins, mangeant moins, vente de capitaux personnels (par exemple bijoux, articles de ménage), envoi des enfants pour vivre avec des parents relativement mieux nantis, hommes cherchant l'emploi dans des secteurs urbains, vente de bétail, vente d'autres actifs servant à la production, consommation de fruits sauvages, de racines, d'herbe et de graines, et la migration répandue. Une fois qu'une urgence a passé, l'expérience a prouvé que les ménages souvent doivent payer 50 à 300 % de plus que le prix de vente pour reconstituer les actifs (outils, bétail) (Mellor et Gavian). Au niveau de la communauté, la reconstitution de la viabilité économique des régions qui ont souffert de migration significative (commerçants y compris) prend souvent beaucoup d'années.

Comme les pays les plus pauvres sont les plus vulnérables aux désastres, ce sont aussi les ménages les plus pauvres qui sont les plus affectés par les fluctuations dans les approvisionnements alimentaires. Comptant souvent sur une seule culture pluviale par an pour leur subsistance et avec peu de ressources pour faire face aux désastres, les pauvres ménages sont les premiers à liquider les actifs servant à la production, y compris la terre, en période de difficultés. Ils sont alors obligés d'acheter leur nourriture quotidiennement aux prix les plus élevés du marché.

3. Les effets de l'insécurité chronique de nourriture

En plus de l'*insécurité alimentaire aiguë*, reflétée dans des urgences alimentaires et qui est la forme la plus visible d'une chute dans la capacité d'une communauté à satisfaire ses propres besoins de nourriture, l'insécurité alimentaire se produit de façon *chronique*. Dans les situations où les ménages ne peuvent pas satisfaire leurs besoins de nourriture sur une longue période, la sous alimentation et la malnutrition deviennent endémiques, entraînant la léthargie, la diminution de la productivité, un plus grand pourcentage de temps dépensé pour satisfaire les besoins de nourriture du ménage, des absences accrues d'école, le développement limité de cerveau chez les enfants, un retard de croissance, une grande vulnérabilité aux maladies évitables telles que la diarrhée, des infections respiratoires supérieures, l'anémie, le paludisme, et des niveaux plus élevés de la mortalité. Pendant une période prolongée, l'insécurité alimentaire chronique mène à un sens de désespoir et de fatalisme, qui réduit les efforts individuels déployés pour trouver les solutions à long terme.

Les ménages en insécurité alimentaire dépensent une proportion très élevée de leur revenu dans des achats de nourriture (dans certains cas 70-80 % du revenu sont dépensés en la

nourriture - von Braun, de Haen, et Blanken; Hazell et Roell). Ceci les laisse vulnérables à n'importe quelle difficulté qui peut apparaître, comme une augmentation des prix du marché ou une maladie dans la famille. Egalement, les études sur de pauvres ménages prouvent qu'à mesure que les revenus augmentent et que les besoins de nourriture monopolisent moins de budget de ménage, les dépenses pour des services de santé préventifs augmentent de manière significative (von Braun, de Haen, et Blanken), par conséquent la diminution de leur vulnérabilité aux maladies graves. Dans le ménage, les femmes et les enfants sont souvent les premiers à manifester les signes de malnutrition avec la perte de poids et une plus grande incidence des maladies opportunistes.

Les efforts d'améliorer la sécurité alimentaire doivent être sensibles au départ aux synergies entre l'insécurité alimentaire, la maladie, les problèmes d'hygiène, et l'éducation insatisfaisante (von Braun et al.1992). Quand l'insécurité alimentaire existe, elle crée non seulement la souffrance, la mort, la dépendance à l'aide alimentaire, mais elle limite également la capacité d'une société à s'engager dans les activités productives qui lui permettront de se mettre au dessus de son désespoir. En termes humains, quoique les déficits aigus de nourriture des 20 dernières années aient entraîné la mort de millions de personnes et suscité une grande attention, encore plus de personnes luttent contre la faim chronique.

En bref, ces ménages qui sont les plus vulnérables à des manques de nourriture sont également les plus pauvres. C'est-à-dire, *l'insécurité alimentaire est liée à la pauvreté*. Le rapport entre la pauvreté et la malnutrition est évident en comparant les indicateurs de ces conditions pour différents pays au niveau national. A travers ceci, nous pouvons voir la forte corrélation positive entre l'augmentation des revenus par personne et la diminution de la malnutrition. Egalement, les pays qui sont parmi ceux qui ont le plus bas niveau de revenus par personne sont les plus exposés au plus haut niveau de malnutrition.

B. IMPORTANCE DE LA NOURRITURE ET DE LA PRODUCTION AGRICOLE DANS UNE SOCIÉTÉ RURALE

Au cours des discussions sur l'alimentation et les déficits alimentaires, l'accent est porté généralement sur la façon dont il faut assurer la sécurité alimentaire aux populations vulnérables pour leur survie. Cependant, la nourriture et la production agricole jouent beaucoup d'autres fonctions dans le renforcement du tissu économique et social d'une communauté rurale. La suite est une brève vue d'ensemble de plusieurs de ces fonctions.

La première importance est que dans une société rurale, la **production agricole crée l'emploi et des revenus**. Si le secteur agricole prospère, alors plus de personnes gagneront des revenus par leur propre production ou comme salariées. Avec la majorité de la population employée (se rappelant cela dans beaucoup de pays africains 70-90 % de la population vivent dans des secteurs ruraux), il se crée des effets distributionnels importants des ressources disponibles. De cette façon, une classe moyenne est initiée, créant un marché croissant pour les produits non agricoles et les services - un préalable important au développement d'une économie et d'une transformation sociale. De récentes recherches au Sénégal, au Burkina, en Zambie, et au Niger réaffirment ce rapport pour l'Afrique, constatant que la croissance du secteur agricole peut fournir une large et renouvelante source de revenu requise pour un processus de croissance rurale économiquement durable (Delgado et al.) Cependant, 62 % de

la population rurale de l'Afrique sont au-dessous du seuil de pauvreté absolu (UNICEF, 1994).

Après, pour qu'une société se développe, elle doit acquérir des **ressources pour l'investissement**, qui peuvent être employées pour augmenter la formation de capital et **d'actifs**. Dans un secteur rural, le mécanisme principal par lequel le capital peut être créé est la vente du surplus de la production agricole, produisant des ressources pour l'investissement. Cette production agricole peut être sous forme de récolte de produits alimentaires ou les cultures de rente (par exemple coton, thé, café, fruits et légumes, horticulture, sucre, bois, etc.). Avec la disponibilité continue des ressources produites par le surplus de la production agricole, les ménages tendent à investir dans la technologie (physique ou basée sur la connaissance) qui améliorera la productivité agricole et par conséquent produira des plus grands niveaux du capital. Plus tard, des investissements en technologie non agricole seront faits par la stimulation de la productivité et de la diversification économique dans ces secteurs.

Dans les cas où il y a une demande internationale du produit agricole cultivé, le surplus de production crée une **occasion d'exporter et de gagner des devises** pour la nation. En fait, dans la plupart des pays en voie de développement, les produits agricoles sont souvent les produits initiaux d'exportation commerciale. De même, un secteur agricole dynamique **stimulera la production nationale des intrants** (par exemple outils, graines, engrais) qui précédemment ont dû être importés. Ceci aide non seulement à rendre les intrants plus accessibles mais économise aussi des devises. La demande régionale et internationale accrue des produits locaux tend à avoir un effet stabilisateur sur le taux de change, qui aide à son tour à affermir le pouvoir d'achat des consommateurs locaux.

Avec le développement du secteur agricole dans une communauté, des liens avec des régions voisines sont également développées comme le transport, les routes, les systèmes de communication, institutions du marché, et associations d'agriculteurs. Il se crée ainsi, un marché économique de plus en plus fort d'une communauté rurale croissante. Ce rapport est confirmé avec la recherche récente accentuant les avantages synergiques du développement des cultures de rente et des cultures vivrières. Le capital produit à partir des cultures de rente peut fournir les ressources requises pour développer l'infrastructure de ce secteur. Ceci, à son tour, améliore l'accès aux intrants et aux opportunités de vente qui augmenteront la production agricole (Clay et al.). Pour ce type d'agriculture dont la productivité augmente uniformément avec le temps, beaucoup de facteurs ont besoin d'être mis en place simultanément (par exemple politiques incitatives, circuits appropriés d'approvisionnement en intrants, technologie améliorée et appropriée, vulgarisation, communication, marchés, prix concurrentiels, transport, institutions financières, etc.). De cette façon, l'agriculture est un microcosme d'une société. Si le secteur d'agriculture est fort, d'autres développements suivront. Ceci est soutenu par l'analyse historique indiquant que, les pays généralement en voie de développement qui ont eu les taux de croissance les plus élevés dans le secteur agricole ont également eu la croissance la plus rapide de l'économie nationale et des secteurs non-agricoles (Badiane ; Banque mondiale).

Avec des politiques foncières favorables, l'agriculture peut également contribuer à la stabilisation et à la durabilité environnementales. En effet, il y a une corrélation élevée entre la rentabilité et l'agriculture durable. Les agriculteurs qui sont les plus susceptibles d'adopter des pratiques environnementales saines sont susceptibles d'être ceux qui regardent leur ferme

en tant que leur propriété et la traitent comme un investissement à long terme produisant une source stable de revenus monétaires.

La disponibilité des produits agricoles en surplus permet également à des producteurs agricoles de poursuivre des initiatives de production animale plus intensives, en rendant l'aliment bétail plus accessible. En plus de diversifier l'économie locale, ce développement peut contribuer à la satisfaction de la demande du consommateur en des produits animaux aussi bien qu'améliorer indirectement l'état de santé de la communauté en améliorant l'équilibre alimentaire et l'accès à la protéine pour un plus grand nombre de personnes. De même, la production animale intensive peut réduire la pression sur la terre exigée par l'élevage traditionnel plus étendu.

Tandis qu'il y a d'autres avantages à la production agricole, le point ici est que le **développement des systèmes de production agro-alimentaire fournit les avantages substantiels et irremplaçables au large bien-être social et économique d'une communauté** au delà du rôle primaire de satisfaction les besoins alimentaires de ses membres. D'ailleurs, en satisfaisant et en surpassant ses besoins alimentaires, une société établit de véritables processus exigés pour le développement économique complet (formation de capital, qualifications, technologie, infrastructures, et institutions).

C. LE PROCESSUS DE TRANSFORMATION STRUCTURELLE

Pour compléter la discussion sur le rôle de l'agriculture dans une société rurale, il est utile d'examiner le rôle que l'agriculture a joué dans le développement des pays riches du monde. Passant en revue leurs histoires, les économistes et les historiens ont noté que pratiquement toutes ces sociétés (enjambant chaque continent) ont subi une transition d'être des nations en grande partie rurales et agricoles à l'état où la majorité de la population et la richesse sont produites par des industries et des secteurs des services. Ils ont appelé ce phénomène le *processus de transformation structurelle*.

Ce processus commence avec un pourcentage prédominant de la population et de l'économie engagées dans des activités d'agriculture de subsistance. En raison de la demande importante de main-d'œuvre de ces activités, des marchés extérieurs limités, et des lentes forces résultant des régimes alimentaires non équilibrés, la production agricole tend à planer à un bas niveau pendant une période prolongée. De même, une grande quantité de temps et d'énergie est dépensée en satisfaisant les besoins de la consommation des différents ménages, laissant peu de temps additionnel pour d'autres activités non agricoles ou sociales.

Le facteur qui change ce dynamique est l'introduction de la technologie (méthodes améliorées, équipements, outils, ou graines) permettant d'augmenter la productivité agricole. Avec la croissance de la productivité, les ménages peuvent satisfaire leurs propres besoins de nourriture avec relativement moins de temps et d'énergie. De même, le surplus de production devient possible. Avec ceci, les ménages agricoles peuvent vendre leur excédent et générer des bénéfices. Ces bénéfices peuvent être transformés en capital et être employés comme investissements dans des technologies nouvelles additionnelles qui peuvent plus loin améliorer la productivité et produire de plus grands bénéfices. À mesure que la productivité agricole augmente de sorte que la production excède régulièrement les besoins de consommation, l'expérience a prouvé que la demande de nourriture des ménages augmente

réellement. C'est une réflexion de l'énergie additionnelle que ces ménages emploient pendant qu'ils deviennent plus actifs et ont des régimes plus équilibrés. La production et la demande agricole augmentent également avec une plus grande attention donnée à la production animale et une partie de la production est employé en tant qu'aliments.

A partir du capital fourni par le développement de la production agricole, les investissements accrus dans de petites entreprises non agricoles commencent à apparaître. Au Mali, les revenus de la culture de coton ont servi de ressource principale par laquelle les ménages ruraux peuvent investir dans d'autres secteurs, en particulier le commerce (Dioné). Ceci offre l'avantage de diversifier la base de revenu du ménage et de la communauté, tout en continuant à créer plus de ressources d'investissement. Souvent ces entreprises sont réellement les initiatives de transformation et de service agricoles – se basant sur des activités économiques primaires. Les exemples de telles entreprises incluent huilerie, mise en boîte, séchage, et opération d'emballage, aussi bien que la réparation de matériel, le transport, et les activités de construction. **Ces entreprises sont soutenues par la demande économique régulière pour ses services créés par la croissance des communautés rurales.** Sans cette incitation financière, l'introduction des nouvelles entreprises de petite taille ne peut pas être soutenue. Par conséquent, l'ordonnancement de ce processus est essentiel. Si des entreprises de petite taille sont lancées avant qu'une base de revenu soit établie (généralement d'un secteur agricole vibrant) pour les soutenir, elles sont destinées à avoir un effet limité (Delgado, et al.). C'est une cause commune aujourd'hui de l'échec des activités créatrices de revenu.

À mesure que la productivité agricole augmente, moins de gens sont requis pour satisfaire les besoins de nourriture de la population totale humaine et du cheptel dans une société. **Simultanément, l'investissement accru apparaissant dans des activités non agricoles crée des offres d'emploi dans ces secteurs.** En conséquence, les nombres croissants d'individus qui avaient précédemment été dépendants de la production agricole pour se soutenir auront l'occasion de poursuivre d'autres entreprises. Avec l'augmentation des niveaux de commerce, les industries augmenteront et prendront une plus grande importance. Quand plus d'entreprises sont établies, un nombre croissant d'ouvriers agricoles sera absorbé. Des investissements soutenus et des améliorations du secteur agricole, couplé avec une mise à niveau de la demande de produits alimentaires constitue le catalyseur pour moins de personnes à satisfaire les besoins de nourriture de la société. A la suite de la réussite du processus de transformation structurelle, une grande partie de la population s'engage dans les entreprises de transformation et les secteurs de service, avec un pourcentage relativement petit du reste de la population engagé dans le secteur agricole. A long terme, la transformation structurelle implique un transfert net des ressources de l'agriculture à d'autres secteurs de l'économie (Staatz, 1994) (voir le tableau 2).

Cet examen du phénomène de la transformation structurelle ne devrait pas être pris pour signifier que le développement de grandes sociétés urbaines et industrialisées soit un résultat social inévitable ou souhaitable. (En fait, quelques études sociologiques indiquent que la cohésion sociale est mieux maintenue dans de petites zones métropolitaines, qui ont plus réussi à maintenir l'esprit civique, offrant les opportunités économiques, et réduisant le crime et la pauvreté au minimum). Les décisions que chaque nation prend pour orienter la croissance qui vient avec la productivité améliorée et la richesse définiront l'équilibre démographique que ce processus aura pour chacun. La politique rurale et urbaine en cours peut faciliter cette transition en assurant une haute qualité de la vie, avec des valeurs

culturelles, comme les plus grands niveaux de la richesse (voir le Bonnen ; Pulver ; Reid et Long pour plus d'informations à ce sujet).

Tableau 2. Composition sectorielle des pays en voie de développement

Part de main-d'œuvre (%)	Pays de faible revenu	Pays de revenu moyen- bas	Pays de revenu moyen-supérieur
Agriculture	72	55	29
Industrie	13	16	31
Services	15	29	40
Part de PIB (%)			
Agriculture	31	17	9
Industrie	36	31	40
Services	35	50	51

Source : Banque mondiale, *World Development Report*, 1988 et 1992 (cité par Staatz 1994).

Le point principal de cette discussion est que l'amélioration de la productivité agricole est le moyen le mieux indiqué de création de capitaux pour la société rurale et à travers de tels investissements, des emplois stables, une « classe moyenne », et le développement des entreprises alternatives. De même, l'augmentation de la production agricole dépend des améliorations et de l'accessibilité de la technologie appropriée capable à augmenter la productivité. C'est-à-dire, le processus exige les échanges entre les secteurs. Même si ce processus est itératif, en fin de compte le développement d'entreprise non agricole dépend des revenus, de la demande de produits agricoles, et des capitaux d'investissement générés par le secteur agricole dans le stage primaire de la croissance économique. Comprendre les composants de ce processus est important pour le gouvernement national, les donateurs, et les organismes de développement communautaire de sorte qu'elles puissent discerner à quel niveau du processus se trouve le pays et décident, en conséquence, comment mieux exécuter leurs activités. D'ailleurs, avec le mouvement vers des échanges globaux libéralisés d'agriculture, sans le perfectionnement de la productivité agricole locale dans beaucoup de pays pauvres, se présentera des scénarios par lequel les fournisseurs commerciaux offriront leur production aux marchés des pays en voie de développement au-dessous des prix des productions locales. Les effets que cette dynamique aura sur l'emploi rural, la création d'une classe moyenne, et le processus de transformation structurelle dans les pays en voie de développement restent à être déterminés.

Au Mali, l'amélioration de la productivité agricole est essentielle à la réduction de la pauvreté et de la faim. En effet, la 2/3 des pauvres vit en milieu rural, et l'agriculture constitue la principale source d'emploi pour plus de 70% des maliens.

POLITIQUES AU NIVEAU MACRO

Bien que ce module se concentre principalement sur des décisions au niveau des programmes, ceci ne signifie pas pour autant de faire fi de l'importance des politiques de support de gouvernement. Des gains et les incitations dans la productivité peuvent seulement être faits dans un environnement politique fonctionnel et équitable. Cependant, des politiques de gouvernement souvent sont biaisées pour favoriser des secteurs urbains, pénalisant les régions rurales, devançant le processus de transformation structurelle, et créant ainsi généralement des effets désastreux sur l'environnement. De telles politiques s'étendent de la confiscation flagrante de la production agricole par des armées de gouvernement aux impôts

moins évidents, aux décisions concernant des services sociaux, des infrastructures, des échanges internationales et interrégionales, et des investissements.

Les expériences de la transformation structurelle dans d'autres pays montrent l'importance d'investir dans le secteur agricole pendant les étapes initiales de la transition si le pays veut se développer et créer les bénéfiques catalyseurs pour le reste de la société. Ceci exige l'engagement du gouvernement, des organismes de développement communautaire, et des donateurs (i.e., l'appui technique, financier, et de politique) pour assurer que les éléments synergiques soient mis en place pour augmenter la productivité agricole. Spécifiquement, ceci inclut la facilitation de l'accès des producteurs agricoles à la technologie appropriée, certains systèmes national/régional de coordination de la recherche agricole, un réseau (privé ou public) qualifié et efficace de vulgarisation facilitant l'accès des agriculteurs aux intrants à un prix abordable et au temps opportun, l'existence des sociétés d'épargne qui soutiennent les besoins de petits producteurs, d'un système de commercialisation concurrentiel, et de l'existence de l'infrastructure et des institutions de base (secteur de transport, système juridique fonctionnel, système d'éducation, moyens de communication entre les zones).

Si l'étape initiale de développement du secteur agricole n'est pas acquise, comme cela s'est souvent produit quand les gouvernements se précipitent pour subventionner une base industrielle et urbaine perçue en tant que « modernes », la société sera dans une situation du développement retardé. Le processus d'urbanisation aura commencé, cependant sans le niveau du développement de secteur privé requis pour produire de l'emploi stable. Avant que la majorité des ménages ruraux du pays ait des revenus minimaux ou nécessaires, il y aura un marché très limité pour les produits non alimentaires – ralentissant une croissance économique durable. De même, avec les limitations d'approvisionnements alimentaires résultant de l'absence des avancés dans la productivité, les ménages dépenseront un pourcentage relativement plus grand de leur revenu disponible pour des achats de nourriture, réservant moins pour d'autres biens et services. En fin de compte, des gouvernements qui ont choisi ce chemin sont souvent laissés avec un secteur industriel fortement subventionné qui vide les ressources nationales.

D. INSECURITE ALIMENTAIRE ET PAUVRETE

En réponse à la principale question de ce module, « pourquoi la sécurité alimentaire ? », plusieurs raisons ont été passées en revue. La première raison est qu'il y a des niveaux sérieux de malnutrition en Afrique qui créent des conséquences négatives sur le développement à court et à long terme. Avec une population croissante, de plus grands défis existeront encore dans la future. En outre, ceux qui sont les plus vulnérables dans la satisfaction de leurs besoins de nourriture sont les pauvres. C'est-à-dire, *l'insécurité alimentaire est un indicateur fondamental de la pauvreté*. La seconde raison est que le processus d'augmentation de la nourriture et la productivité agricole constitue le catalyseur pour un plus large développement économique dans les sociétés rurales de subsistance.

Examinant ces deux processus, on voit que l'amélioration de la capacité du ménage et de la communauté à satisfaire leurs besoins alimentaires est une stratégie d'allègement de pauvreté. D'ailleurs, il sert de base fondamentale pour la réduction de la vulnérabilité aux désastres aussi bien que de fournir une fondation solide pour le développement économique. C'est en augmentant ses possibilités d'acquisition de nourriture, qu'un ménage et une communauté établissent les processus nécessaires pour un développement durable-

institutions fortes, capacité humaine croissante, le développement de l'infrastructure, et changement de technologie.

Documents cités

Badiane, O. « The Role of Agriculture and Trade in Economic Development. » Dans *Agricultural Restructuring in Southern Africa*. édité par Csaba Csaki, Theodor Dams, Diethelm Metzger et Johan van Zyl. Contribution au symposium de l'Association internationale des économistes agricole et l'association des économistes agricoles de la Namibie, 1992.

Bonnen, James T. « Reflections on Bypassed Areas in U.S. Rural Development. » *The Importance of Bypassed Areas in Asian Economic Development: The Proceedings of the Okinawa Conference*, pp. 61-64. . Tokyo: National Institute of Economic Research, 1983.

Clay, Daniel C., Fidele Byiringiro, Jaakko Kangasniemi, Thomas Reardon, Bosco Sibomana, Laurence Uwamariya, and David Tardif-Douglin. "Promoting Food Security in Rwanda Through Sustainable Agricultural Productivity: Meeting the Challenges of Population Pressure, Land Degradation, and Poverty." *Michigan State University International Development Paper* no. 17. East Lansing, Michigan: 1995.

Delgado, C., P. Hazell, J. Hopkins and V. Kelly. "Promoting Intersectoral Growth Linkages in Rural Africa through Agricultural Technology and Policy Reform.." *American Journal of Agricultural Economics*. 76 (Dec. 1994).

Dioné, Josué. « Informing Food Security Policy in Mali : Interactions between Technology, Institutions, and Market Reforms. » Thèse de Ph.D., Michigan State University, 1994.

Hazell, Peter B.R. et Alisa Roell. *Rural Growth Linkages : Household Expenditure Patterns in Malaysia and Nigeria*. Research Report 41. International Food Policy Research Institute, Washington: 1983.

Kates, Robert. « Disaster Reduction: Links between Disaster and Development » *Making the Most of the Least : Alternative Ways to Development*. Leonard Berry et Robert Kates (ed.). New York: Holdmes and Meiers Publishers, Inc. 1980.

Mellor, John W. et Sarah Gavian. « Famine : Causes, Prevention, and Relief.» *Science*, vo.. 235 (1987): 539-45.

OHDH 2000

Office of Foreign Disaster Assistance (OFDA). *Annual Reports—1994, 1971*. Washington: Agency for International Development.

Overseas Development Council. *Environment and the Poor: Development Strategies for a Common Agenda*. Washington: 1989.

Pulver, Glen C. « Elements of Contemporary Rural Policy.» *Increasing Understanding of Public Problems and Policies –1988*, pp. 3-12.. Oak Brook, Illinois: Farm Foundation, 1988

Reardon, Thomas, et Stephan Vosti. « Links between Rural Poverty and the Environment in Developing Countries: Asset Categories and Investment Poverty. » *World Development* vol. 23, no. 9 (1995): 1495-1506.

Reid, J. Norman, et Richard W. Long. « Rural Policy Objectives : Defining Problems and Choosing Approaches. » *Rural Economic Development in the 1980s: Prospects for the Future*. David L. Brown, J. Norman Ried, Herman Bluestone, David A. McGranahan and Sara M. Mazie (eds.). USDA, Economic Research Service. Rural Development Research Report no. 69, pp. 201-219. Washington: 1988.

Staatz, John M. « The Strategic Role of Food and Agricultural Systems in Fighting Hunger through Fostering Sustainable Economic Growth.» MSU Agricultural Economics Staff Paper no. 94-39. East Lansing, Michigan: 1994.

Tefft, James, John Staatz, et Christopher Penders. « Un plan d'action pour renforcer les liens entre la croissance de la productivité agricole et l'amélioration de la nutrition infantile. » Policy Synthesis no 48F, Food Security II Cooperative Agreement, Michigan State University, Dept. of Agricultural Economics: 2000.

Tefft, James, Valérie Kelly, Victoria Wise, et John Staatz en collaboration avec l'équipe de recherche du LICNAG. « Liens entre la nutrition infantile et la croissance agricole au Mali: Un résumé des premiers résultats.» Policy Synthesis No. 64 F. Food Security III Cooperative Agreement. East Lansing: Michigan State University, Dept. of Agricultural Economics: 2003.

UNICEF. *The State of the World's Children 1994*. Oxford: Oxford University Press, 1994.